

celui des Ingénieurs en Chef-Directeurs d'Arrondissements miniers;

I. — Considérant :

a) qu'au point de vue de la compétence technique, la réforme augmente les garanties indispensables en matière de sécurité ou de santé des ouvriers;

b) qu'au point de vue administratif, la réforme projetée accélèrera l'expédition des affaires;

c) qu'au point de vue de la garantie des droits des intéressés ou des tiers, si la réforme projetée conserve au Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale la décision en cas de recours, elle impose cependant l'obligation de consulter au préalable l'Inspecteur général des Mines; que cette consultation préalable ne peut que renforcer l'autorité de la décision ministérielle et augmenter les garanties des parties en cause;

II. — Au point de vue répressif, considérant que chacun de ces arrêtés royaux sanctionne de peines déterminées les infractions aux autorisations et dérogations;

Considérant que ces sanctions sont indépendantes de l'autorité qui accorde l'autorisation ou la dérogation et ont toutes leur base dans le texte du titre XII des lois coordonnées du 15 septembre 1919; qu'il n'est donc pas indispensable de modifier le texte des articles de chacun de ces arrêtés établissant la dite sanction;

Considérant toutefois qu'il suffit qu'une contestation puisse s'élever dans l'avenir sur ce point pour qu'il y ait lieu de prévenir toute difficulté, que le texte proposé par l'Administration in fine des dits arrêtés est de nature à établir la sanction éventuelle d'une façon indiscutable;

III. — Considérant que de même, il peut être utile de stipuler, bien que cela paraisse aller de soi, que la durée de trois ans pourra être abrégée si des dangers ou

des inconvénients graves dus à ces dérogations viennent à être constatés;

Est d'avis :

1° Que rien dans les lois n'interdit la modification des arrêtés royaux proposée par l'Administration;

2° Qu'il est utile de modifier l'article établissant les sanctions en y insérant le texte proposé par l'Administration;

3° Que de même, il pourrait être utile d'ajouter à l'article établissant la durée de trois ans que les dérogations de trois ans pourront être retirées aussitôt que des inconvénients graves ou des dangers seront constatés par l'Administration des Mines.

# DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GÉNÉRALE DES MINES

POLICE DES MINES.

**Classement des mines.**

**Arrêté royal du 29 septembre 1930 modifiant le règlement.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines;

Revu les articles 16 et 25 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines;

Vu les travaux de la commission de révision des règlements miniers;

Vu l'avis du Conseil des mines en date du 24 juin 1930;

Considérant que la pratique a montré l'opportunité de réserver à l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier, seul, la mission de donner un avis à la députation permanente du conseil provincial, en matière de classement des mines;

Considérant qu'il y a lieu, en outre, de prévoir pour les exploitants des mines la possibilité de se pourvoir contre les

décisions des députations permanentes des conseils provinciaux, en la dite matière, et de préciser l'intervention des inspecteurs généraux des mines dans l'instruction de ces pourvois ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'article 16 relatif au classement des mines, de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines, est complété par la disposition suivante :

« Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines, sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des députations permanentes. »

Art. 2. — L'article 25 relatif à la division des mines grisouteuses en trois catégories, du même arrêté royal du 28 avril 1884, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 25. — Cette division, qui se fera par siège d'exploitation, sera établie par les soins de la députation permanente du conseil provincial, sur la proposition de l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier, l'exploitant entendu dans ses observations.

» Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines, sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des députations permanentes. »

Art. 3. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale.*

Henri HEYMAN

ALBERT.

**Arrêté royal du 29 septembre 1930, modifiant l'article 50 du Règlement général.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu l'article 50 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines, article modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1924 ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 24 juin 1930 ;

Considérant qu'en vue d'éviter autant que possible les accidents, il a été reconnu nécessaire de renforcer les mesures de protection contre les inattentions ou imprudences du personnel ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'article 50 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines, article modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1924, est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 50. — Dans les mines grisouteuses, il est défendu, à toute personne qui se prépare à descendre dans les travaux souterrains, et ce à partir du moment où la lampe lui a été

remise, de fumer, d'être porteur d'une pipe, de tabac, d'un cigare, d'une cigarette, d'un briquet, d'une allumette ou de quelque objet propre à se procurer du feu. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale.*

HENRI HEYMAN.

**Arrêté royal du 29 septembre 1930 modifiant le règlement sur l'emploi des appareils à vapeur dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu les articles 1, 3, 5 et 15 de l'arrêté royal du 30 mai 1919 sur l'emploi des appareils à vapeur dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 24 juin 1930 ;

Considérant qu'en vue de rendre plus simple et plus rapide sans en réduire les garanties, l'instruction des demandes d'autorisation d'emploi d'appareils à vapeur dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, il a été reconnu opportun et utile de retirer aux députations permanentes des conseils provinciaux la mission d'accorder ces autorisations et d'en charger les ingénieurs en chef-directeurs des mines ;

Considérant, au surplus, qu'il y a lieu de préciser l'intervention des inspecteurs généraux des mines dans l'instruction des pourvois auxquels pourraient donner lieu les décisions prises par les ingénieurs en chef-directeurs des mines, au sujet des dites demandes ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Les articles 1, 3, 5 et 15 de l'arrêté royal du 30 mai 1919 sur l'emploi des appareils à vapeur dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières sont abrogés.

Art. 2. Les articles 1, 5 et 15 sont respectivement remplacés par les dispositions ci-après :

Article 1. L'emploi d'appareils à vapeur quelconques dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières est subordonné à une autorisation préalable de l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier.

Art. 5. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines du ressort sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers.

Art. 15. L'autorisation peut être retirée si l'exploitant n'observe pas les conditions ci-dessus énumérées ou celles prescrites par l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement

minier ou s'il refuse de se conformer aux obligations que celui-ci a toujours le droit de lui imposer s'il en reconnaît la nécessité.

Art. 3. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale.*

HENRI HEYMAN.

**Arrêté royal du 29 septembre 1930 modifiant le règlement sur les installations industrielles d'électricité à forts courants.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières ;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines ;

Revu les articles 2, 3 et 8 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les installations industrielles d'électricité à forts courants ;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers ;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 24 juin 1930 ;

Considérant qu'en vue de rendre plus rapides et plus simples, sans en réduire les garanties, les formalités préalables à l'installation des appareils électriques visés dans l'arrêté royal du 15 septembre 1919 précité, il a été reconnu opportun et utile de supprimer l'intervention du gouverneur de la province ou de la députation permanente du conseil provincial et d'étendre, en cette matière, la mission des ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers ;

Considérant, au surplus, qu'il convient de préciser l'intervention des inspecteurs-généraux des mines dans l'instruction des pourvois auxquels pourraient donner lieu les décisions prises par les ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Le premier alinéa de l'article 2 et les articles 3 et 8 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les installations industrielles d'électricité à forts courants sont abrogés et remplacés respectivement par les dispositions ci-après :

« Art. 2. — 1<sup>er</sup> alinéa : L'installation de tout transformateur ou de tout moteur électrique devra être précédée d'une déclaration faite à l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier.

» Art. 3. — L'emploi d'appareils à forts courants, fixes ou transportables de génération, de transformation ou d'utilisation de l'énergie électrique dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est subordonné à une autorisation préalable de l'ingénieur en chef-directeur de l'arrondissement minier.

» Art. 8. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines du ressort, sur les pourvois aux-

quels donneraient lieu les décisions des ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

ALBERT.

**Arrêté royal du 29 septembre 1930 modifiant le règlement sur l'emploi des locomotives à benzine dans les travaux souterrains des mines.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 12 mai 1837 sur les mines, minières et carrières;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines;

Revu l'arrêté royal du 30 avril 1920 sur l'emploi des locomotives à benzine dans les travaux souterrains des mines;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers;

Vu l'avis du conseil des mines, en date du 24 juin 1930;

Considérant qu'en vue de rendre plus rapide et plus simple, sans en réduire les garanties, l'instruction des demandes d'autorisation d'emploi de locomotives à benzine dans les travaux souterrains des mines autres que les mines à grisou de la 3<sup>e</sup> catégorie, il a été reconnu opportun et utile de retirer aux députa-

tions permanentes des conseils provinciaux, la mission d'accorder ces autorisations et d'en charger les ingénieurs en chef-directeurs des mines;

Considérant qu'il y a lieu, au surplus, de prévoir pour les demandeurs la possibilité de se pourvoir auprès d'une autorité supérieure contre les décisions des ingénieurs en chef-directeurs des mines sur les dites demandes et de préciser l'intervention des inspecteurs généraux des mines dans l'instruction de ces pourvois;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'article 2 de l'arrêté royal du 30 avril 1920, sur l'emploi des locomotives à benzine dans les travaux souterrains des mines est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — L'emploi des locomotives à benzine est interdit dans les travaux souterrains des mines à grisou de la 3<sup>e</sup> catégorie; il peut être autorisé dans les travaux souterrains des autres mines par les ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers.

» Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines du ressort, sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des ingénieurs en chef-directeurs des arrondissements miniers. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

**Arrêté royal du 29 septembre 1930 modifiant divers règlements.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières;

Vu l'arrêté royal du 5 mai 1919 portant règlement général de police sur les mines, minières et carrières souterraines;

Revu les articles 48 et 49 de l'arrêté royal du 10 décembre 1910 sur les voies d'accès, les puits et la circulation du personnel dans les puits;

Revu les articles 75 et 90 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines;

Revu les articles 12 et 13 de l'arrêté royal du 9 août 1904 sur l'éclairage des mines;

Revu l'arrêté royal du 24 avril 1920 sur l'emploi des explosifs dans les mines et spécialement les articles 26, 27 et 29 de cet arrêté;

Revu les articles 76bis, 76ter ajoutés par l'arrêté royal du 9 juillet 1926 à l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les dépendances immédiates des mines, minières et carrières souterraines, ainsi que l'article 77 de ce dernier arrêté;

Revu l'article 6 de l'arrêté royal du 4 février 1924 réglementant les travaux de terrassement, de construction, de montage et, en général, tous les travaux autres que ceux de l'exploitation effectués dans les dépendances des mines, minières et carrières souterraines;

Revu les articles 13, 14 et 15 de l'arrêté royal du 28 août 1911 relatif à l'installation de bains-douches à la surface des mines de houille;

Vu les travaux de la commission de revision des règlements miniers;

Vu l'avis du Conseil des mines en date du 8 juillet 1930;

Considérant que, en vue de rendre plus simple et plus rapide, sans en réduire les garanties, l'instruction des demandes de dérogation aux prescriptions des arrêtés royaux susdits des 10 décembre 1910, 28 avril 1884, 9 août 1904, 24 avril 1920, 15 septembre 1919, 4 février 1924 et 28 août 1911, il a été reconnu opportun et utile de retirer aux députations permanentes des conseils provinciaux la mission d'accorder ces dérogations et d'en charger les ingénieurs en chef-directeurs des mines;

Considérant, au surplus, qu'il convient de préciser l'intervention des inspecteurs généraux des mines dans l'instruction des pourvois auxquels pourraient donner lieu les décisions prises par les ingénieurs en chef-directeurs des mines, au sujet des dites demandes de dérogation et aussi au sujet du classement des couches pousséereuses;

Considérant, en outre, que, pour éviter toute difficulté, il est opportun de préciser comment seront poursuivies et jugées les infractions non seulement aux dispositions des arrêtés royaux précités, mais encore aux conditions des dérogations accordées;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Sont abrogés les articles :

48 et 49 de l'arrêté royal du 10 décembre 1910 sur les voies d'accès, les puits et la circulation du personnel dans les puits;

75 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines;

12 de l'arrêté royal du 9 août 1904 sur l'éclairage des mines;

26 et 27 de l'arrêté royal du 24 avril 1920 sur l'emploi des explosifs dans les mines;

76bis et 76ter, ajoutés par l'arrêté royal du 9 juillet 1926 à l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les dépendances immédiates de la surface des mines, minières et carrières souterraines;

13 et 14 de l'arrêté royal du 28 août 1911 relatif à l'installation de bains-douches à la surface des mines de houille.

Dans chacun de ces arrêtés, le ou les articles ainsi abrogés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Des dérogations aux dispositions du présent arrêté, pour des durées de trois ans au maximum, toujours révocables, mais aussi renouvelables après examen, peuvent être accordées par les ingénieurs en chefs-directeurs des arrondissements miniers.

» Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale statuera, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines du ressort, sur les pourvois auxquels donneraient lieu les décisions des ingénieurs en chefs-directeurs des arrondissements miniers. »

Pour le remplacement de l'article 27 de l'arrêté royal du 24 avril 1920 sur l'emploi des explosifs dans les mines, l'alinéa précédent est complété par les mots « tant en ce qui concerne le classement des couches poussiéreuses qu'en ce qui concerne les dérogations ».

Art. 2. — Sont abrogés les articles :

90 de l'arrêté royal du 28 avril 1884 sur la police des mines;

13 de l'arrêté royal du 9 août 1904 sur l'éclairage des mines;

29 de l'arrêté royal du 24 avril 1920 sur l'emploi des explosifs dans les mines;

77 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les dépendances immédiates des mines, minières et carrières souterraines;

6 de l'arrêté royal du 4 février 1924 réglementant les travaux de terrassement, de construction, de montage et, en

général, tous les travaux autres que ceux de l'exploitation effectués dans les dépendances des mines, minières et carrières souterraines;

15 de l'arrêté royal du 28 août 1911 relatif à l'installation de bains douches à la surface des mines de houille.

Dans chacun de ces arrêtés, l'article abrogé est remplacé par la disposition ci-après :

« Les contraventions aux dispositions du présent arrêté, ainsi que les contraventions aux conditions des autorisations qui auraient été accordées de déroger à ces dispositions, seront poursuivies et jugées conformément aux articles 39 et 40 de la loi du 5 juin 1911 complétant et modifiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837 sur les mines, minières et carrières (art. 130 et 131 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919).

Pour le remplacement des articles 77 de l'arrêté royal du 15 septembre 1919 sur les dépendances des mines, minières et carrières souterraines et 6 de l'arrêté royal du 4 février 1924 réglementant les travaux de terrassement, de construction, de montage et, en général, tous les travaux autres que ceux de l'exploitation effectués dans les dépendances des mines, minières et carrières souterraines, l'alinéa précédent est complété par les mots « et la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ».

La disposition faisant l'objet du même alinéa est introduite comme article 49bis dans l'arrêté royal du 10 décembre 1910 sur les voies d'accès, les puits et la circulation du personnel dans les puits.

Art. 3. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

## EMPLOI DES EXPLOSIFS DANS LES MINES

## Cartouches gainées.

Arrêté ministériel du 14 août 1930.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL  
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu l'article 21 de l'A. R. du 24 avril 1920, réglant l'emploi des explosifs dans les mines, et notamment le second alinea du 2° de cet article, alinea ainsi conçu :

« Le bourrage extérieur n'est pas obligatoire si les cartouches d'explosifs sont contenues dans des enveloppes de sûreté d'un type reconnu par arrêté ministériel » ;

Revu l'arrêté ministériel du 23 mai 1924, relatif à la constitution des enveloppes de sûreté ;

Considérant que la réalisation industrielle des conditions imposées par l'arrêté ministériel du 23 mai 1924 pour la constitution des enveloppes de sûreté a rencontré de grandes difficultés ;

Considérant, d'autre part, que les essais effectués à l'Institut National des Mines permettent de considérer comme satisfaisantes au point de vue de la sécurité, les conditions reprises ci-dessous ;

## ARRETE:

Article 1<sup>er</sup>. Les cartouches d'explosifs contenues dans des enveloppes ou gaines de sûreté, dispensent du bourrage extérieur pour le coupage et le recarrage des voies en veine ou en remblai, dans les mines de la deuxième et de la troisième catégorie, ainsi que dans les couches poussiéreuses des mines sans grisou et des mines de la première catégorie assujetties

aux règles des mines de la deuxième catégorie, lorsqu'elles satisfont aux conditions suivantes :

1° Le diamètre des cartouches d'explosif ne dépassera pas trente millimètres ;

2° Chaque cartouche sera contenue dans une gaine annulaire de sûreté de trois millimètres au moins d'épaisseur, et dont le poids sera de 65 grammes au moins pour 100 grammes d'explosif ;

3° La gaine sera constituée de 25 p. c. d'agglomérant (plâtre, argile ou kaolin) et de 75 p. c. de matières extinctrices ;

4° Comme matières extinctrices, on pourra utiliser le fluorure de sodium ou le fluorure de calcium ou un mélange de chlorure de sodium ou de chlorure de potassium et de 35 p. c. au moins de fluorure ;

5° Les gaines ne pourront être séchées à plus de 100°C ;

6° L'emploi de papier paraffiné est interdit pour la confection de l'enveloppe extérieure de la gaine ;

7° Les fabricants veilleront à réduire, autant que faire se peut, les épaisseurs de papier à l'endroit des fonds de cartouches et à empêcher l'introduction de matières extinctrices susceptibles de nuire à la transmission de la détonation, entre les extrémités et les fonds voisins de l'enveloppe de la gaine.

Article 2. L'arrêté ministériel du 23 mai 1924 est rapporté.

Bruxelles, le 14 août 1930.

H. HEYMAN.

## GÉOMETRE DES MINES

Arrêté royal du 28 novembre 1930 modifiant l'arrêté royal du 29 décembre 1926 relatif au port du titre et à l'exercice de la profession de géomètre des mines.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1921, modifiant les dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur ;

Revu l'arrêté royal du 29 décembre 1926 relatif au port du titre et à l'exercice de la profession de géomètre des mines ;

Considérant que la première épreuve de l'examen de géomètre des mines porte sur les mêmes matières que la première épreuve de l'examen de géomètre-arpenteur, telle quelle est définie à l'article 7 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1921 précité ;

Considérant en outre que, dans les deux cas, les conditions de réussite de la première épreuve sont identiques et qu'ainsi il est justifié d'admettre directement à la deuxième épreuve de l'examen de géomètre des mines, les candidats qui, sans être porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur, justifient avoir subi avec succès la première épreuve de l'examen prévu en vue de l'obtention de ce diplôme ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — L'arrêté royal du 29 décembre 1926 relatif au port du titre et à l'exercice de la profession de géomètre des mines est modifié comme suit :

A. — Le 4<sup>o</sup> de l'article 5 est complété par les mots :

« ...ou bien le certificat constatant qu'il a subi avec succès la première épreuve de l'examen, prévu par le dit arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1921. »

B. — Le premier alinéa de l'article 7 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« Pour les candidats ne faisant pas valoir qu'ils sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur ou du certificat constatant qu'ils ont subi avec succès la première épreuve de l'examen prévu par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1921, précité, en vue de l'obtention du diplôme de géomètre-arpenteur, l'examen comprend » :

Les dispositions ci-après sont ajoutées à cet article :

« Les candidats faisant valoir qu'ils sont porteurs du certificat visé dans le premier alinéa du présent article sont dispensés de la première épreuve. »

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

## CORPS DES MINES

**Modification au règlement organique.***Arrêté Royal du 8 décembre 1930.*

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu le règlement organique du service et du corps des ingénieurs des mines, et spécialement l'arrêté royal du 27 juillet 1929 qui a remplacé l'article 11 de ce règlement;

Considérant que, dans l'intérêt du service, il a été reconnu nécessaire de modifier la composition des inspections générales des mines, telle qu'elle est fixée par l'arrêté royal du 27 juillet 1929 précité;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons:

Article 1<sup>er</sup>. La composition des inspections générales de mines, telle qu'elle est fixée par le deuxième alinéa de l'article 11 du règlement organique du service et du corps des ingénieurs des mines, article ayant fait l'objet de l'arrêté royal du 27 juillet 1929, est modifié comme suit:

« Les charbonnages de Roton-Sainte-Catherine, d'Aiseau-Oignies et de Bonne-Espérance, s'étendant, les deux derniers, en partie sur la province de Hainaut, de même que les cantons

de Wavre, Jodoigne, Genappe et Perwez, dépendant de la province de Brabant, sont détachés de la 1<sup>re</sup> inspection générale des mines et transférés à la 2<sup>e</sup> inspection générale.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale.*

HENRI HEYMAN.

**Modification à la composition de certains arrondissements.***Arrêté Ministériel du 9 décembre 1930.*

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le règlement organique du service et du corps des ingénieurs des mines et notamment l'article 8 relatif à la subdivision de ce service en arrondissements;

Considérant que dans l'intérêt du service, il convient de modifier la composition des 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements,

Arrête:

Article 1<sup>er</sup>. Les modifications ci-après sont apportées à la composition des 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements;

1<sup>o</sup> Le canton de Nivelles est transféré du 5<sup>e</sup> au 1<sup>er</sup> arrondissement;

2° Les charbonnages de Roton-Sainte-Catherine, d'Aiseau-Oignies et de Bonne-Espérance, ainsi que les cantons de Wavre, Jodoigne, Genappe et Perwez, sont transférés du 5° au 6° arrondissement;

3° Le Charbonnage de La Haye est transféré du 8° au 7° arrondissement;

4° La section de Sclessin de la commune d'Ougrée (non compris l'usine d'Angleur-Athus) et l'Usine Espérance-Longdoz, à Seraing, sont transférées du 9° au 7° arrondissement;

5° Le 6° arrondissement est chargé de la surveillance des chaudières de bateaux circulant sur la Sambre et la Meuse dans les provinces de Namur et de Hainaut; le 8° arrondissement celle des chaudières de bateaux dans la province de Liège.

Art. 2. Le directeur général des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 1930.

H. HEYMAN.

COMMIS-DESSINATEURS DES MINES,

**Recrutement**

**Arrêté royal du 28 novembre 1930 modifiant l'arrêté royal du 25 juillet 1930.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Revu l'arrêté royal du 22 juillet 1930 relatif au recrutement des commis-dessinateurs adjoints au corps des mines;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1926 réglant l'exercice de la profession de géomètre des mines;

Considérant que les porteurs du diplôme de géomètre des mines sont porteurs du diplôme de géomètre-arpenteur ou ont subi avec succès une épreuve sur les matières prévues par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1921 relatif à l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier. — Le 6° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 juillet 1930 relatif au recrutement des commis-dessinateurs adjoints au corps des mines, est complété par les mots: « ou du diplôme de géomètre des mines » et devient :

6° Etre porteur du diplôme de géomètre-arpenteur ou du diplôme de géomètre des mines.

Art. 2. — Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1930.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale,*

HENRI HEYMAN.

## DELEGUES A L'INSPECTION DES MINES

## Modification des circonscriptions.

Arrêté Royal du 24 décembre 1930.

Vu l'article 2 de la loi du 16 août 1927, modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897, instituant des délégués à l'inspection des travaux souterrains des mines de houille ;

Revu Notre arrêté du 17 août 1927, qui a déterminé le nombre, l'étendue et les limites des circonscriptions de ces délégués ;

Vu les modifications intervenues dans la composition des 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements des mines ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Les trois premières circonscriptions du 2<sup>e</sup> arrondissement des mines sont composées comme suit :

Numéros des circonscriptions.	Désignation des charbonnages.	Localités.	Nombre de sièges d'extraction.
1	Hornu et Wasmes et Buisson . . . . . Grand-Hornu . . . . .	Hornu . . . . .	2
		Wasmes . . . . .	2
		Hornu . . . . .	3
2	Rieu du Cœur . . . . . Produits et Ghlin (partie) : Siège du Nord et siège n° 20 . . . . . Siège nos 27-28 . . . . .	Quaregnon . . . . .	3
		Quaregnon . . . . .	2
		Jemappes . . . . .	1
3	Produits et Ghlin (partie) Levant du Flénu . . . . .	Flénu . . . . .	3
		Cuesmes . . . . .	3

La 6<sup>e</sup> circonscription du 5<sup>e</sup> arrondissement des mines est supprimée.

Les cinq circonscriptions de cet arrondissement ont la composition suivante :

Numéros des circonscriptions.	Désignation des charbonnages.	Localités.	Nombre de sièges d'extraction.
1	Trieu-Kaisin . . . . . Poirier . . . . .	Montigny-s.-Samb. Châtelaineau . . . . . Gilly . . . . .	1 2 1
		Montigny-s.-Samb.	2
		Châtelet . . . . . Bouffioulx . . . . .	1 1
2	Boubier . . . . . Centre de Gilly . . . . . Noël . . . . .	Gilly . . . . . Gilly . . . . .	2 2
		Gilly . . . . .	1
		Châtelaineau . . . . . Fleurus . . . . . Fleurus . . . . .	4 1 1
3	Gouffre . . . . . Nord de Gilly . . . . . Bois-Communal . . . . .	Châtelaineau . . . . . Fleurus . . . . . Fleurus . . . . .	4 1 1
		Appaumée-Ransart . . . . .	2
		Fleurus . . . . . Ransart . . . . .	2 2
4	Petit-Try . . . . . Baulet . . . . .	Lambusart . . . . . Wanfercée-Baulet . . . . .	1 1
		Carabinier-Pont-de-Loup . . . . .	1
		Châtelet . . . . . Pont-de-Loup . . . . .	1 1
5	Tergnée-Aiseau-Presles . . . . . La Masse-Saint-François . . . . .	Farciennes . . . . . Roselies . . . . . Farciennes . . . . .	1 1 2

Le 6<sup>e</sup> arrondissement des mines comprend deux circonscriptions composées comme suit :

Numéros des circonscriptions.	Désignation des charbonnages.	Localités.	Nombre de sièges d'extraction.
1	Bonne-Espérance . . . . . Roton-Sainte-Catherine . . . . . Aiseau-Oignies . . . . .	Lambusart . . . . . Farciennes . . . . . Aiseau . . . . .	1 2 2
		Falisolle . . . . . Auvélais . . . . . Tamines . . . . .	1 1 2
		Autres charbonnages de la province de Namur . . . . .	2

Les circonscriptions des 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements des mines sont composées comme suit:

Numéros des circonscriptions.	Désignation des charbonnages.	Localités.	Nombre de sièges d'extraction.
<b>7<sup>e</sup> arrondissement.</b>			
1	Marihayé . . . . .	Seraing . . . . .	4
	Halbosart . . . . .	Flémalle-Grande . . . . .	1
	Ben, Bois de Gives et Saint-Paul . . . . .	Villers-le-Bouillet . . . . .	1
	Arbre-Saint-Michel . . . . .	Ben-Ahin . . . . .	1
2	Kessales-Artistes et Concorde . . . . .	Mons-lez-Liége . . . . .	1
		Flémalle-Grande . . . . .	1
		Jemeppe-s.-Meuse . . . . .	3
		Mons-lez-Liége . . . . .	1
3	Gosson-Lagasse . . . . .	Grâce-Berleur . . . . .	1
		Montegnée . . . . .	2
		Tilleur . . . . .	1
		Saint-Nicolas . . . . .	2
		Liège . . . . .	1
Bonnier . . . . .	Grâce-Berleur . . . . .	1	
<b>8<sup>e</sup> arrondissement.</b>			
1	Selessin-Val-Benoît . . . . .	Liège . . . . .	2
		Ougrée . . . . .	2
		Liège . . . . .	1
		Montegnée . . . . .	1
2	Espérance et Bonne-Fortune . . . . .	Ans . . . . .	1
		Ans . . . . .	1
		Ans . . . . .	1
		Ans . . . . .	1
3	Patience et Beaujone . . . . .	Glain . . . . .	1
		Liège . . . . .	3
		Ans . . . . .	1
		Liège . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1
4	Batterie . . . . .	Liège . . . . .	1
		Jupille . . . . .	1
		Wandre . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1
5	Belle-Vue et Bienvenue . . . . .	Herstal . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1
		Milmort . . . . .	1
6	Abhoos et Bonne-Foi . . . . .	Herstal . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1
		Herstal . . . . .	1

Art. 2. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 1930.

ALBERT.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale.

HENRI HEYMAN.

## AMBTELIJKE BESCHIEDEN

MINISTERIE VAN NIJVERHEID,  
ARBEID EN MAATSCHAPPELIJZE VOORZORG

ALGEMEENE DIRECTIE VAN HET MIJNWEZEN

MIJNPOLITIE.

Mijnindeeling.

Koninklijk besluit van 29 September 1930  
waarbij wijziging werd gebracht aan het reglement.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, houdende algemeene politieverordening op de mijnen, groeven en graverijen;

Herzien artikelen 16 en 25 van het Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie;

Gelet op de werken van de commissie voor de herziening van de mijnreglementen;

Gelet op het advies van den Mijnraad dd. 24 Juni 1930; Overwegende dat de practijk bewezen heeft, alleen aan den hoofdgenieur-directeur van het mijnarrondissement de opdracht voor te behouden, een advies te geven aan de deputaties der provincies, in zake indeeling van de mijnen;

Overwegende dat bovendien, voor de mijnexploitanten de mogelijkheid dient voorzien, desaangaande in beroep te kunnen gaan, tegen de beslissingen van de deputaties der provincies en de tusschenkomst te bepalen van den inspecteur-generaal van het mijnwezen, bij het onderzoek van dit beroep ;

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Artikel 16 betreffende de indeeling van de mijnen van het Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na het advies van den inspecteur-generaal van het mijnwezen te hebben ingewonnen, uitspraak doen omtrent het beroep, waartoe de beslissingen van de deputaties mochten aanleiding geven. »

Artikel 2. — Artikel 25 van hetzelfde Koninklijk besluit dd. 28 April 1884, betreffende de indeeling van mijngas-houdende mijnen in drie categoriën, wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen:

« Art. 25. — Deze indeeling, welke per exploitatiezetel dient te geschieden, zal door de zorgen van de deputatie van de provincie, op voordracht van den hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement worden opgemaakt, na de meening van den exploitant te hebben gehoord.

» Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na het advies van den inspecteur-generaal van het mijnwezen te hebben ingewonnen, uitspraak doen omtrent het beroep waartoe de beslissingen van de deputaties mochten aanleiding geven. »

Art. 3. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>n</sup> September 1930.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

**Koninklijk besluit dd. 29<sup>n</sup> September 1930, waarbij art. 50 van de Algemeene politieverordening werd gewijzigd.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919 houdende algemeene politieverordening op de mijnen, groeven en graverijen ;

Herzien het artikel 50 van het Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie, artikel gewijzigd bij koninklijk besluit dd. 1 April 1924 ;

Gelet op de werken van de commissie voor de herziening van mijnreglementen ;

Gelet op het advies van den mijnraad dd. 24 Juni 1930 ;

Overwegende dat, om zooveel mogelijk de ongevallen te voorkomen, het noodig werd geacht de voorzorgsmaatregelen te verscherpen omtrent de onachtzaamheden en onvoorzichtig-heden van het personeel ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten et Wij besluiten :

Artikel één. — Artikel 50 van het koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie, artikel gewijzigd bij koninklijk besluit dd. 1 April 1924, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 50. — In de mijngashoudende mijnen, is het, aan iedèren persoon, die naar de ondergrondse werken wil afdalen en wel van het oogenblik af, dat hem de lamp wordt overhandigd, verboden, te rooken, een pijp, tabak, een sigaar, een sigaret, een briquet, een lucifer of welk ander voorwerp, waarmede men vuur kan maken, bij zich te hebben. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>n</sup> September 1930.

Van Koningswege :

ALBERT.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

**Koninklijk besluit van 29<sup>n</sup> September 1929 waarbij het reglement betreffende het gebruik van stoomtoestellen in de ondergrondse werken in de mijnen, groeven van graverijen, werd gewijzigd.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, houdende algemeene politieverordening op de mijnen, groeven en graverijen ;

Herzien de artikelen 1, 3, 5 en 15 van het Koninklijk besluit dd. 30 Mei 1919 betreffende het gebruik van stoomtoestellen, in de ondergrondse werken van mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op de werken van de commissie voor de herziening van mijnreglementen ;

Gelet op het advies dd. 24 Juni 1930, van den mijnraad ;

Overwegende dat, ten einde het onderzoek van de aanvragen, tot het gebruik van stoomtoestellen in de ondergrondse werken van mijnen, groeven en graverijen, vlugger en op meer eenvoudige wijze af te handelen, zonder er den waarborg van te verminderen, het gepast en nuttig werd geacht, aan de Deputaties van de provincies de opdracht in te trekken deze toelatingen te verleenen, en er de hoofdingenieurs-directeurs van het mijnwezen mée te belasten ;

Overwegende bovendien dat de tusschenkomst van de inspecteurs-generaal van het mijnwezen nauwkeurig dient bepaald, bij het onderzoek van het beroep, waartoe de beslissingen door de hoofdingenieurs-directeurs van het mijnwezen betreffende bedoelde aanvragen, mochten aanleiding geven ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De artikelen 1, 3, 5 en 15 van het koninklijk besluit dd. 30 Mei 1919, betreffende het gebruik van stoomtoestellen in de ondergrondse werken van mijnen, groeven en graverijen zijn ingetrokken.

Art. 2. Artikelen 1, 5 en 15 worden onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 1. Voor het gebruik van, om het even welke stoomtoestellen, bij de ondergrondse werken in mijnen, groeven

en graverijen, dient vooraf een vergunning aangevraagd bij den hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement.

Art. 5. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na het advies te hebben ingewonnen van den inspecteur-generaal van het ressort, uitspraak doen omtrent het beroep, waartoe de beslissingen van de hoofdingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen mochten aanleiding geven.

Art. 15. De vergunning kan worden ingetrokken, als de inbedrijfemer bovenstaande voorwaarden of die, door den hoofdingenieur-directeur voorgeschreven, niet naleeft of als hij weigert de verplichtingen na te leven, welke deze hem te allen tijde kan opleggen, zoo hij zulks noodig acht.

Art. 3. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>n</sup> September 1930.

Van Koningswege :  
De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.  
HENRI HEYMAN.

ALBERT.

**Koninklijk besluit van 29<sup>n</sup> September 1930 waarbij wijziging werd gebracht aan het reglement op de nijverheidsinstellingen met sterkstroominstallaties.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen ;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, houdende algemeene politieverordening op de mijnen, groeven en graverijen ;

Herzien de artikelen 2, 3 en 8 van het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919, betreffende de elektrische sterkstroominstallaties op nijverheidsgebied ;

Gelet op de werken van de commissie voor de herziening van mijnreglementen ;

Gelet op het advies dd. 24 Juni 1930 van den mijnraad ;

Overwegende dat, ten einde het onderzoek van de formaliteiten welke de installatie van elektrische toestellen, bij voornoemd Koninklijk besluit dd. 15 September 1919 bedoeld, voorafgaan, vlugger en op meer eenvoudiger wijze af te handelen zonder er den waarborg van te verminderen, het gepast en nuttig werd geacht de tusschenkomst van den gouverneur der provincie of van de deputatie der provincie uit te schakelen en in deze zaak de opdracht uit te breiden der hoofdingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen ;

Overwegende bovendien dat de tusschenkomst van de inspecteurs-generaal van het mijnwezen nauwkeurig dient bepaald bij het onderzoek van het beroep waartoe de beslissingen door de hoofdingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen genomen, mochten aanleiding geven ;

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Alinea 1 van artikel 2 en artikelen 3 en 8 van het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919 betreffende de elektrische sterkstroominstallaties op nijverheidsgebied zijn ingetrokken en worden onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen :

« Art. 2. — Alinea 1. Voor het opstellen van onverschillig welken transformator of van onverschillig welken electrischen motor moet, daaromtrent een verklaring worden gedaan, bij den hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement.

» Art. 3. — Voor het gebruik van vaste of vervoerbare sterkstroomtoestellen, voor het verwekken, omzetten of

benutten van elektrische kracht, in de ondergrondse mijn-, groef- en graverijen, dient een voorafgaande vergunning verkregen van den hoofdingenieur-directeur van het mijnarrondissement.

» Art. 8. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na het advies te hebben ingewonnen van den inspecteur-generaal van het ressort, uitspraak doen omtrent het beroep, waartoe de beslissingen van de hoofdingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen, mochten aanleiding geven. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>n</sup> September 1930.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

ALBERT.

**Koninklijk besluit van 29<sup>n</sup> September 1930 waarbij het reglement op het gebruik van benzine-locomotieven bij ondergrondse mijnwerken werd gewijzigd.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, houdende algemeene politieverordening op de mijnen, groeven en graverijen;

Herzien het Koninklijk besluit dd. 30 April 1920 betreffende het gebruik van benzine-locomotieven in de mijnen;

Gelet op de werken van de commissie voor de herziening van mijnreglementen;

Gelet op het advies van den mijnraad, dd. 24 Juni 1930;

Overwegende dat, ten einde het onderzoek van de aanvragen, tot het gebruik van benzine-locomotieven, bij ondergrondse mijnwerken, met uitsluiting van de mijngashoudende mijnen der 3<sup>e</sup> categorie, vlugger en op meer eenvoudige wijze af te handelen, zonder er de waarborg van te verminderen, het gepast en nuttig werd geacht aan de deputaties van de provincies, de opdracht in te trekken deze toelatingen te verleenen en er de hoofdingenieurs-directeurs van het mijnwezen m<sup>e</sup>e te belasten;

Overwegende dat daarenboven, voor de aanvragers de mogelijkheid dient voorzien, bij een hogere overheid, in beroep te gaan, tegen de beslissingen van de hoofdingenieurs-directeurs, van het mijnwezen, wat bedoelde aanvragen betreft, en de tusschenkomst te omschrijven van de inspecteurs-generaal, bij het onderzoek van dit verzet;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Artikel 2 van het Koninklijk besluit dd. 30 April 1920, betreffende het gebruik van benzine-locomotieven, bij ondergrondse mijnwerken, wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 2. — Het gebruik van benzine-locomotieven blijft verboden, bij de ondergrondse werken, in mijngashoudende mijnen der derde categorie; het kan, door de hoofdingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen toegelaten worden bij de ondergrondse werken in de andere mijnen.

» Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na kennis te hebben genomen van het advies van den inspecteur-generaal van het ressort, uitspraak doen omtrent het beroep waartoe de beslissingen van de

hoofdingenieurs-directeurs van het mijnarrondissement mochten aanleiding geven. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>e</sup> September 1930.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

**Koninklijk besluit van 29<sup>e</sup> September 1930 waarbij wijzigingen werden gebracht aan verschillende reglementen.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet dd. 15 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en van de 2 Mei 1837, op de mijnen, groeven en graverijen;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 5 Mei 1919, tot vaststelling van de algemeene politieverordening op de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven;

Herzien de artikelen 48 en 49 van het Koninklijk besluit dd. 10 December 1910 betreffende de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de schachten der mijnen;

Herzien de artikelen 75 en 90 van Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie;

Herzien de artikelen 12 en 13 van het Koninklijk besluit dd. 9. Augustus 1904 op de verlichting in de mijnen;

Herzien het koninklijk besluit dd. 24 April 1920, op het gebruik van springstoffen in de mijnen en inzonderheid artikelen 26, 27 en 29 van dit besluit;

Herzien artikelen 76bis, 76ter, door het Koninklijk besluit dd. 9 Juli 1926 gevoegd, bij het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919 op de onmiddellijke aanhoorigheden van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, alsmede artikel 77 van dit laatste besluit;

Herzien artikel 6 van het Koninklijk besluit dd. 4 Februari 1924, tot regeling van de aard-, bouw- en montage-werken en, in 't algemeen, van alle andere werken, onafhankelijk van de ontginning, in de behoorigheden der mijnen, graverijen en ondergrondse groeven uitgevoerd;

Herzien artikelen 13, 14 en 15 van het Koninklijk besluit dd. 28 Augustus 1911, betreffende de inrichting van bovengrondse stortbaden bij de mijnen;

Gelet op de werken van de commissie tot herziening der mijnreglementen;

Gelet op het advies van de mijnraad dd. 8 Juli 1930;

Overwegende dat, om het onderzoek der aanvragen tot afwijking van de voorschriften van bedoelde Koninklijke besluiten dd. 10 December 1910, 28 April 1884, 9 Augustus 1904, 24 April 1920, 15 September 1919, 4 Februari 1924 en 28 Augustus 1911, eenvoudiger en vlugger af te handelen, zonder er de waarborgen van te verminderen, het nuttig en gepast lijkt, aan de deputatie der provincies de opdracht te ontlenen deze afwijkingen toe te staan en er de hoofdingenieurs-directeurs van het mijnwezen m<sup>ê</sup>e te belasten;

Overwegende, bovendien, dat het noodig is nauwkeurig het optreden van de inspecteurs-generaal van het mijnwezen te bepalen, inzake onderzoek van het beroep, betreffende de beslissingen door de hoofdingenieurs-directeurs genomen inzake

bedoelde aanvragen tot afwijking en ook nopens de rangschikking van de stoflagen;

Overwegende bovendien dat om elke moeilijkheid te vermijden, nauwkeurig dient bepaald op welke wijze, niet enkel de inbreuken op de bepalingen van bovenvermelde besluiten, dienen vervolgd en gevonnist, maar ook de inbreuken betreffende de voorwaarden waaronder de afwijkingen worden verleend.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Zijn ingetrokken de artikelen :

48 en 49 van het Koninklijk besluit dd. 10 December 1910 betreffende de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de schachten der mijnen;

75 van het Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie;

12 van het Koninklijk besluit dd. 9 Augustus 1904 op de mijnverlichting;

26 en 27 van het Koninklijk besluit dd. 24 April 1920 op het gebruik der springstoffen in de mijnen;

76bis en 76ter, gevoegd door het koninklijk besluit dd. 9 Juli 1926, bij het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919, op de onmiddellijke aanhoorigheden van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven;

13 en 14 van het Koninklijk besluit dd. 28 Augustus 1911 betreffende het inrichten van bovengrondsche stortbaden bij de mijnen;

In elk dezer besluiten, wordt elk van de aldus ingetrokken besluiten door de volgende bepalingen vervangen :

« Afwijkingen aan de bepalingen van dit besluit, hoogstens voor den duur van drie jaren, altijd herroepbaar, maar na onderzoek, ook altijd vernieuwbaar, kunnen door de hoofd-ingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen worden toegestaan. »

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zal, na het advies van den inspecteur-generaal van het ressort te hebben ingewonnen, uitspraak doen betreffende het beroep, waartoe de beslissingen van de hoofd-ingenieurs-directeurs van de mijnarrondissementen mochten aanleiding geven.

Voor de vervanging van artikel 27 van het Koninklijk besluit dd. 24 April 1920, betreffende het gebruik van springstoffen in de mijnen, wordt de vorige alinea aangevuld door de woorden : « zoowel wat de rangschikking van de stoflagen, als wat de afwijkingen betreft ».

Art. 2. — Zijn ingetrokken de artikelen :

90 van het Koninklijk besluit dd. 28 April 1884 op de mijnpolitie;

13 van het Koninklijk besluit dd. 9 Augustus 1904 op de mijnverlichting;

29 van het Koninklijk besluit dd. 24 April 1920 op het gebruik van springstoffen in de mijnen;

77 van het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919, betreffende de onmiddellijke aanhoorigheden van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven;

6 van het Koninklijk besluit dd. 4 Februari 1924 tot regeling van de aard- bouw- en montage-werken en, in 't algemeen, van alle andere werken, onafhankelijk van de ontginning in de bijhoorigheden der mijnen, graverijen en ondergrondse groeven uitgevoerd;

15 van het Koninklijk besluit dd. 28 Augustus 1911, betreffende de inrichting van bovengrondsche stortbaden bij de mijnen;

In elk dezer besluiten wordt het ingetrokken artikel door de hierna vermelde bepalingen vervangen :

« De inbreuken op de bepalingen van dit besluit, alsmede de inbreuken op de voorwaarden der vergunningen, waarbij het toegelaten was, van deze bepalingen af te wijken, worden vervolgd en gevonnist overeenkomstig artikelen 30 en 40 van de wet dd. 5 Juni 1911, tot aanvulling en wijziging van de wetten dd. 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen, groeven en graverijen (art. 130 en 131 van het koninklijk besluit dd. 15 September 1919). »

Tot vervanging van artikelen 77 van het Koninklijk besluit dd. 15 September 1919 op de aanhoorigheden van de mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, en 6 van het Koninklijk besluit dd. 4 Februari 1924, tot regeling van de aard-, bouw- en montage-werken en, in 't algemeen, van alle andere werken, onafhankelijk van de ontginning in de bijhoorigheden der mijnen, graverijen en ondergrondse groeven uitgevoerd, wordt vorige alinea aangevuld door de woorden : « en de wet van 5 Mei 1888, betreffende het toezicht op de als gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke ingedeelde inrichtingen ».

De bepaling, in dezelfde alinea vervat, wordt als art. 49bis gevoegd bij het Koninklijk besluit dd. 10 December 1910 op de toegangswegen, de schachten en het verkeer van het personeel in de schachten der mijnen.

Art. 3. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29<sup>n</sup> September 1930.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg,*

Henri HEYMAN.

## GEBRUIK VAN SPRINGSTOFFEN IN DE MIJNEN.

### In omhulsels vervatte patronen.

*Ministerieel besluit van 14 Augustus 1930.*

DE MINISTER VAN NIJVERHEID, ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG,

Gelet op artikel 21 van het Koninklijk besluit dd. 24 April 1920, regeling houdende van het gebruik van ontplofbare stof-

fen in de mijnen en inzonderheid op de tweede alinea van het tweede lid van voormeld artikel, alinea die luidt als volgt :

« De uitwendige aanvulling is niet verplicht, wanneer de patronen met ontploffingstoffen vervat zijn in beveiligende omhulsels van een bij ministerieel besluit erkend model » ;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 Mei 1924 op de samenstelling der veiligheidsomhulsels ;

Overwegende dat de industrieele totstandbrenging der voorwaarden door het ministerieel besluit van 23 Mei 1924 opgelegd op groote moeilijkheden stoot voor het verwaardigen der veiligheidsomhulsels ;

Overwegende daarenboven dat de proefnemingen in het Nationaal Instituut van het Mijnwezen gedaan toelaten de hieronder aangehaalde voorwaarden als voldoende, voor wat de veiligheid betreft, te aanzien ;

### BESLUIT :

Artikel 1. De patronen met ontploffingstoffen die vervat zijn in beveiligende omhulsels of bekleeding ontslaan van de uitwendige aanvulling voor het aanleggen en vergrooten der galerijen in kolenlagen of ontginde gedeelten der mijnen van de tweede en derde categorie, alsook in de stofontwikkelende lagen der gaslooze mijnen en der mijnen van de eerste categorie die onderworpen zijn aan de reglementeering betreffende de mijnen der tweede categorie, wanneer zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° De doorsnede der patronen met ontplofbare stoffen mag niet grooter zijn dan 30 millimeter ;

2° Ieder patroon zal vervat zijn in een ringvormig veiligheidsomhulsel van ten minste 3 millimeter dikte, waarvan het gewicht ten minste 65 grammen voor 100 grammen springstof zal bedragen ;

3° Het omhulsel dient samengesteld uit 25 t. h. bindmiddel (plaaster, klei of kaolin) en 75 t. h. vonkendoovende stof ;

4° Als vonkendoovende stof mag men gebruik maken van

natrium fluorure of calcium fluorure of van een mengsel van natrium fluorure of potassium fluorure met ten minste 33 t. h. fluorure;

5° De omhulsels mogen niet boven 100°C worden gedroogd;

6° Het gebruik van in paraffine gedrenkt papier is verboden voor het uitwendig bekleedsel der omhulsels;

7° De fabrikanten zullen er zorg voor dragen, om zoowel het mogelijk is, de dikte van het papier bij het onderste gedeelte van de patroon te verminderen en het indringen te beletten van vonkendoovende stoffen van aard om de ontploffing te beletten tusschen de uiteinden en de uitkanten die bekleeding van het omhulsel aanraken.

Artikel 2. Het ministerieel besluit van 23 Mei 1924 wordt ingetrokken.

Brussel, den 14<sup>n</sup> Augustus 1930.

H. HAYMAN.

### MIJNMEETKUNDIGEN

**Koninklijk besluit van 28 November 1930 waarbij wijziging werd gebracht aan het Koninklijk besluit dd. 29 December 1926 betreffende het voeren van den titel en de uitoefening van het beroep van mijnmeetkundige.**

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 1 December 1921, tot wijziging van de bepalingen betreffende het uitoefenen van het beroep van landmeter;

Herzien het Koninklijk besluit dd. 29 December 1926 betreffende het voeren van den titel en het uitoefenen van het beroep van mijnmeetkundige;

Overwegende dat het eerste gedeelte van het examen van mijnmeetkundige, loopt over dezelfde vakken als het eerste

gedeelte van het examen van landmeter, zooals dit werd bepaald bij artikel 7 van voormeld Koninklijk besluit dd. 1 December 1921;

Overwegende bovendien dat, in beide gevallen de voorwaarden tot het bekomen van een goeden uitslag, volkomen gelijk zijn en het aldus rechtvaardig is, rechtstreeks tot het tweede gedeelte van het examen van mijnmeetkundige, de kandidaten toe te laten die, zonder houder van het diploma van landmeter te zijn, er kunnen laten van blijken, met vrucht, het eerste gedeelte van het examen voor het verwerven van dit diploma vereischt, te hebben afgelegd;

Op voorstel van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. één. — Het Koninklijk besluit dd. 29 December 1926 betreffende het voeren van den titel en de uitoefening van het beroep van mijnmeetkundige, wordt als volgt gewijzigd :

A. — 4° van artikel 5 wordt aangevuld met de woorden :

« ...ofwel het getuigschrift tot vaststelling ervan, dat hij met vrucht het eerste gedeelte van het bij bedoeld Koninklijk besluit dd. 1 December 1921 voorzien examen, heeft afgelegd »;

B. — De eerste alinea van artikel 7 wordt ingetrokken en vervangen door wat volgt :

« Voor de kandidaten, die niet laten gelden dat zij het landmetersdiploma bezitten of het getuigschrift tot vaststelling ervan dat zij met vrucht het eerste gedeelte van het examen hebben afgelegd, voorzien bij voormeld Koninklijk besluit dd. 1 December 1921 tot het bekomen van het diploma van landmeter, omvat het examen »:

De hierna vermelde bepalingen worden bij dit artikel gevoegd :

« De kandidaten, die er van kunnen laten blijken dat zij houders zijn van het getuigschrift bij de eerste alinea van dit artikel bedoeld, zijn van het eerste examengedeelte ontslagen. »

Art. 2. — Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 28<sup>n</sup> November 1930.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

H. HEYMAN.

---

MIJNKORPS.

---

**Wijziging der standverordening.**

---

*Koninklijk Besluit van 8 December 1930.*

---

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op de standverordening van den dienst en het korps der mijningenieurs en inzonderheid op het koninklijk besluit van 27 Juli 1929, waarbij artikel 11 van bedoelde verordening werd vervangen ;

Overwegende dat, in het belang van den dienst, het noodzakelijk werd geacht de samenstelling der algemeene mijninspectiën te wijzigen, zooals zij bij voormeld koninklijk besluit dd. 27 Juli 1929 werd vastgesteld ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

Artikel 1. De samenstelling der algemeene mijninspectiën zooals zij bij het tweede lid van artikel 11 der standverordening van den dienst en het korps der mijningenieurs werd vastgesteld, welk artikel het voorwerp is geweest van het koninklijk besluit dd. 27 Juli 1929, wordt als volgt gewijzigd:

« De kolenmijnen van « Roton-Sainte-Catherine », van « Aiseau-Oignies » en van « Bonne-Espérance », waarvan een gedeelte der twee laatsten zich uitstrekken tot de provincie Henegouw, alsook de kantons Waver, Geldenaken, Genepiën en Perwez die tot de provincie Brabant toebehooren, worden van de 1<sup>e</sup> algemeene mijninspectie afgescheiden en aangesloten bij de 2<sup>e</sup> algemeene inspectie. »

Gegeven te Brussel, den 8<sup>n</sup> December 1930.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Maatschappelijke Voorzorg.*

HENRI HEYMAN.

---

**Wijziging der samenstelling van verscheidene arrondissementen.**

---

*Minister'eel Besluit van 9 December 1930.*

---

DE MINISTER VAN NIJVERHEID, ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG,

Gelet op de standverordening van den dienst en van het korps der mijningenieurs en in 't bijzonder op artikel 8 betreffende de indeeling van den dienst in arrondissementen ;

Overwegende dat, in het belang van den dienst, het behoort de samenstelling van de 1<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> en 9<sup>e</sup> mijnarrondissementen te wijzigen,

## Besluit:

Artikel 1. De hiernavolgende wijzigingen worden gebracht aan de samenstelling van de 1<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> en 9<sup>e</sup> mijnarrondissementen:

1<sup>o</sup> Het kanton Nijvel wordt van het 5<sup>e</sup> arrondissement naar het eerste overgebracht;

2<sup>o</sup> De kolenmijnen van « Roton-Sainte-Catherine », « Aiseau-Oignies » en « Bonne-Espérance », als ook de kantons Waver, Geldenaken, Genepiën en Perwez, worden van het 5<sup>e</sup> arrondissement naar het 6<sup>e</sup> overgebracht;

3<sup>o</sup> De kolenmijn van « La Haye » wordt van het 8<sup>e</sup> naar het 7<sup>e</sup> arrondissement overgebracht;

4<sup>o</sup> De sectie Sclessin van de gemeente Ougrée (de fabriek van Angleur-Athus niet inbegrepen) en de fabriek van « Espérance-Longdoz », worden van het 9<sup>e</sup> naar het 7<sup>e</sup> arrondissement overgebracht;

5<sup>o</sup> Het 6<sup>e</sup> arrondissement wordt met het toezicht belast der stoomketels van de booten die in de provincie Namen en Henegouwen op de Samber en de Maas varen en het 8<sup>e</sup> arrondissement met het toezicht der stoomketels der booten van de provincie Luik.

Art. 2. De directeur-generaal van het mijnwezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, den 9<sup>n</sup> December 1930.

H. HEYMAN.

## KLERKEN-TEEKENAARS BIJ HET MIJNWEZEN

## Aanwerving.

Koninklijk besluit van 28 November 1930 waarbij wijziging werd gebracht aan het koninklijk besluit van 22 Juli 1930.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Herzien het Koninklijk besluit dd. 24 April 1920, op het het aanwerven van hulpcommiezen-teekenaars bij het korps der Rijksmijnningenieurs;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 29 December 1926, waarbij het uitoefenen van het beroep van mijnmeetkundige wordt geregeld;

Overwegende dat de houders van het diploma van mijnmeetkundige houders zijn van het diploma van landmeter of in het examen zijn geslaagd, over de vakken voorzien bij Koninklijk besluit dd. 1 December 1921 betreffende het uitoefenen van het beroep van landmeter;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één. — Artikel 1, 6<sup>o</sup>, van het Koninklijk besluit dd. 22 Juli 1930, betreffende het aanwerven van hulpcommiezen-teekenaars bij het korps der Rijksmijnningenieurs, wordt aangevuld door de woorden « of van het diploma van mijnmeetkundige » en wordt :

6<sup>o</sup> Houder zijn van het diploma van landmeter of van het diploma van mijnmeetkundige.

Art. 2. — Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 28<sup>n</sup> November 1930.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid,  
en Maatschappelijke voorzorg,*  
H. HEYMAN.

## AFGEVAARDIGDEN BIJ HET MIJNOPZICHT

## Wijziging aan de omschrijvingen

Koninklijk Besluit van 24 December 1930.

ALBERT, Koning der Belgen,  
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 2 der wet van 16 Augustus 1927, tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, waarbij afgevaardigden-werklieden bij het toezicht in de steenkoolmijnen worden aangesteld;

Herzien Ons besluit van 17 Augustus 1927 waarbij het getal, het gebied en de grenzen der omschrijvingen van deze afgevaardigden werden bepaald;

Gelet op de veranderingen voorgekomen in de samenstelling der 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> en 8<sup>e</sup> mijnarrondissementen;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

Artikel. 1. De drie eerste omschrijvingen van het 2<sup>e</sup> mijnarrondissement worden als volgt samengesteld:

Nummers der omschrijvingen.	Aangifte der steenkoolmijnen.	Gemeenten.	Getal bedrijfszetels.
1	Hornu et Wasmes et Buisson . . . . . Grand-Hornu . . . . .	Hornu . . . . .	2
		Wasmes . . . . .	2
		Hornu . . . . .	3
2	Rieu du Coeur . . . . . Produits et Ghlin (partie) : Siège du Nord et siège n <sup>o</sup> 20 . . . . . Siège nos 27-28 . . . . .	Quaregnon . . . . .	3
		Quaregnon . . . . .	2
		Jemappes . . . . .	1
3	Produits et Ghlin (partie) Levant du Flénu . . . . .	Flénu . . . . .	3
		Cuesmes . . . . .	3

De 6<sup>e</sup> omschrijving van het 5<sup>e</sup> mijnarrondissement wordt afgeschaft.

De vijf omschrijvingen van dit arrondissement zijn als volgt samengesteld:

Nummers der omschrijvingen.	Aangifte der steenkoolmijnen.	Gemeenten.	Getal bedrijfszetels.
1	Trieu-Kaisin . . . . . Poirier . . . . .	Montigny-s.-Samb. . . . .	1
		Châtelineau . . . . .	2
		Gilly . . . . .	1
		Montigny-s.-Samb. . . . .	2
2	Boubier . . . . . Centre de Gilly . . . . . Noël . . . . .	Châtelet . . . . .	2
		Bouffioulx . . . . .	1
		Gilly . . . . .	2
		Gilly . . . . .	1
3	Gouffre . . . . . Nord de Gilly . . . . . Bois-Communal . . . . .	Châtelineau . . . . .	4
		Fleurus . . . . .	1
		Fleurus . . . . .	1
4	Appaumée-Ransart . . . . . Petit-Try . . . . . Baulet . . . . .	Fleurus . . . . .	2
		Ransart . . . . .	2
		Lambusart . . . . .	1
		Wanfercée-Baulet . . . . .	1
5	Carabinier-Pont-de-Loup . . . . . Tergnée-Aiseau-Presles . . . . . La Masse-Saint-François . . . . .	Châtelet . . . . .	1
		Pont-de-Loup . . . . .	1
		Farciennes . . . . .	1
		Roselies . . . . .	1
		Farciennes . . . . .	2

Het 6<sup>e</sup> mijnarrondissement bestaat uit twee omschrijvingen als volgt samengesteld:

Nummers der omschrijvingen.	Aangifte der steenkoolmijnen.	Gemeenten.	Getal bedrijfszetels.
1	Bonne-Espérance . . . . . Roton-Sainte-Catherine . . . . . Aiseau-Oignies . . . . .	Lambusart . . . . .	1
		Farciennes . . . . .	2
		Aiseau . . . . .	2
2	Falisolle . . . . . Auvelais-Saint-Roch . . . . . Tamines . . . . . Andere koolmijnen der provincie Namen . . . . .	Falisolle . . . . .	1
		Auvelais . . . . .	1
		Tamines . . . . .	2
		Van Namen tot Andenne . . . . .	2

De omschrijvingen van de 7<sup>e</sup> en 8<sup>e</sup> mijnarrondissementen worden samengesteld als volgt:

Nummers der omschrijvingen.	Aangifte der steenkoolmijnen.	Gemeenten.	Getal bedrijfszetels.
<b>7<sup>e</sup> arrondissement.</b>			
1	Marihaye	Seraing	4
	Halbosart	Flémalle-Grande	1
	Ben, Bois de Gives et Saint-Paul	Villers-le-Bouillet	1
2	Kessales-Artistes et Concorde	Ben-Ahin	1
		Mons-lez-Liége	1
		Flémalle-Grande	1
3	Gosson-Lagasse	Jemeppe-s.-Meuse	3
		Mons-lez-Liége	1
		Grâce-Berleur	1
3	La Haye-Horloz	Montegnée	2
		Tilleur	1
		Saint-Nicolas	2
		Liège (Luik)	1
3	Bonnier	Grâce-Berleur	1
<b>8<sup>e</sup> arrondissement.</b>			
1	Selessin-Val-Benoît	Liège (Luik)	2
		Ougrée	2
		Liège (Luik)	1
		Montegnée	1
1	Espérance et Bonne-Fortune	Ans	1
		Ans	1
2	Patience et Beaujone	Ans	1
		Glain	1
		Liège (Luik)	3
2	Bonne-Fin-Bâneux	Ans	1
		Liège (Luik)	1
		Herstal	1
3	Batterie	Liège (Luik)	1
		Jupille	1
		Wandre	1
3	Espérance, Violette et Wandre	Herstal	1
		Herstal	1
		Herstal	1
3	Belle-Vue et Bienvenue	Herstal	1
		Milmort	1
3	Abhooz et Bonne-Foi	Herstal	1
		Herstal	1

Art. 2. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 24<sup>n</sup> December 1930.

De Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.  
HENRI HEYMAN.

ALBERT.

TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

—

ANCIAX, H., Ingénieur principal au Corps des Mines, à Bruxelles. — *Belgique. — L'industrie charbonnière pendant l'année 1929. Statistique provisoire et vue d'ensemble sur l'exploitation* (en collaboration avec J. LEBACQZ) . . . . . 148

BLANKEVOORT, C., Ingénieur en Chef des Mines des Pays-Bas, à Maastricht. — *L'industrie houillère en Hollande pendant l'année 1930* . . . . . 385

BREYRE, Ad., Ingénieur en Chef Directeur des Mines, Directeur de l'Institut National des Mines, à Bruxelles. *La consommation d'explosifs dans les mines belges* . . . . . 91

Id. — *Flammes et étincelles lors du tir des mines*, par MM. BEYLING et SCHULTZE-RHONHOF. — Deuxième cahier des publications de la mine expérimentale allemande. — Résumé . . . . . 393

Id. — *Le matériel électrique antigrisouteux à l'Institut National des Mines de Frameries-Pâturages* (en collaboration avec J. FRUPIAT) . . . . . 581

DENOEL, L., Inspecteur général des Mines, Professeur à l'Université de Liège, à Liège. — *La technique du mineur*, par L. MARTEL Ingénieur civil des Mines, Professeur d'Exploitation à l'École des Mineurs d'Alès-Alès, chez l'auteur et Paris, Dunod, 1929. Dernière édition revue et mise à jour . . . . .

- FIRKET, V., Inspecteur Général des Mines, à Liège. — *Les accidents mortels survenus pendant les années 1921 à 1928, dans les services de transport et de manutention des Usines de la deuxième Inspection Générale des Mines* . . . . . 283
- Id. — *Géologie et industrie minérale du Pays de Liège*, par Paul FOURMARIER, Membre de l'Académie Royale de Belgique, Professeur à l'Université de Liège, et Lucien DENOEL, Inspecteur général des Mines, Professeur à l'Université de Liège. — Paris et Liège, Librairie Polytechnique Ch. Béranger, 1930 . . . . . 677
- FRUPIAT, J., Ingénieur au Corps des Mines, attaché à l'Institut National des Mines, à Pâturages. — *Le matériel électrique antigrisouteux à l'Institut National des Mines de Frameries-Pâturages* (en collaboration avec Ad. BREYRE) . . . . . 581
- GROSJEAN, A., Ingénieur au Corps des Mines attaché au Service Géologique, à Bruxelles. — *De l'utilisation des angles de pente relevés sur les carottes de sondages* . . . . . 83
- GUION, C., Ingénieur civil des Mines, Assistant de Géologie à l'Université de Liège. — *Etude sur les fontaines des puits en Campine* . . . . .
- HOCHEDÉZ, A., Conseiller au Conseil des Mines, à Bruxelles. — *Table alphabétique des matières traitées dans les avis du Conseil des Mines, du 1<sup>er</sup> janvier 1924 au 31 décembre 1928* (en collaboration avec L. JOLY) . . . . . 463
- Id. — *Jurisprudence du Conseil des Mines de Belgique: année 1929* (en collaboration avec L. JOLY) . . . . .
- JANSENS, G., Ingénieur au Corps des Mines, à Charleroi. — *Un record de production dans une taille en un seul poste d'abatage* . . . . . 371

- JOLY, L., Président du Conseil des Mines, à Bruxelles. — *Table alphabétique des matières traitées dans les avis du Conseil des Mines, du 1<sup>er</sup> janvier 1924 au 31 décembre 1928* (en collaboration avec A. HOCHEDÉZ) . . . . . 463
- Id. — *Jurisprudence du Conseil des Mines de Belgique: année 1929* (en collaboration avec A. HOCHEDÉZ) . . . . .
- LANGELEZ, A., Docteur en Médecine, Chef du Service médical du Travail, à Bruxelles. — *La formation des secouristes et les premiers soins aux victimes d'accidents du travail*, par le Docteur STASSEN. Les Editions Jocistes, n° 28. Bruxelles, rue des Palais, 90; Paris (18<sup>e</sup>) rue Saint-Vincent, 7 . . . . . 682
- LEBACQZ, J., Directeur général des Mines, à Bruxelles. — *Belgique. — L'industrie charbonnière, pendant l'année 1929. Statistique provisoire et vue d'ensemble sur l'exploitation* (en collaboration avec H. ANCIAUX) . . . . . 148
- Id. — *Statistique des industries extractives et métallurgiques et des appareils à vapeur en Belgique, pour l'année 1929* . . . . . 685
- LEFEVRE, R., Ingénieur au Corps des Mines, à Charleroi. — *Les installations sanitaires des Charbonnages de Belgique* . . . . . 67
- PAQUES, G., Ingénieur principal au Corps des Mines, à Charleroi. — *Les installations de triage-lavoir, de chargement et de stockage du Charbonnage du Carabinier, à Pont-de-Loup* . . . . . 49
- Id. — *The Cleaning of Coal*, par W.-R. CHAPMAN et MOTT. Introduction par M. le Professeur R.-V. WHEELER . . . . . 139
- Id. — *Triage-lavoir central de la Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine* . . . . . 351

RAVEN, G., Ingénieur en Chef, Directeur des Mines, à Bruxelles. — <i>Les accidents survenus dans les charbonnages de Belgique pendant l'année 1925.</i> Accidents survenus dans les travaux souterrains : Les accidents dus à des éboulements (suite) . . . . .	3
Id. — <i>Les accidents survenus dans les charbonnages de Belgique pendant l'année 1926.</i> Accidents survenus dans les travaux souterrains : . . . . . Les accidents causés par le grisou . . . . .	231
Id. — <i>Deux accidents dus au grisou survenus en Belgique pendant l'année 1930</i> . . . . .	259
Id. — <i>Les accidents survenus dans les charbonnages de Belgique pendant l'année 1926.</i> Accidents survenus dans les travaux souterrains : Les accidents provoqués par l'emploi des explosifs . . . . . Les accidents survenus dans les puits . . . . . Les accidents survenus dans les puits intérieurs . . . . . Les accidents survenus dans les cheminées d'exploitation.	
RENIER, A., Ingénieur en Chef Directeur des Mines, Chef du Service Géologique, à Bruxelles. <i>Echelles stratigraphiques des bassins houillers de la Belgique et des régions voisines</i> . . . . .	
VRANCKEN, J., Ingénieur en Chef, Directeur des Mines, à Hasselt. <i>Bassin houiller du Nord de la Belgique. — Situation au 31 décembre 1929</i> . . . . .	111
Id. — Id. — <i>Situation au 30 juin 1930</i> . . . . .	655
Id. — <i>Charbonnages André Dumont. — Siège de Waterschei. Les nouvelles installations de triage-lavoir</i> . . . . .	133
VERBOUWE, Ov., Ingénieur principal au Corps des Mines, à Mons. — <i>Agenda Béranger à l'usage des Ingénieurs, Architectes, Mécaniciens, Industriels, Entrepre-</i>	

*preneurs, Electriciens, Amateurs de T. S. F., Automobilistes, etc.* — Année 1931. Un carnet de poche relié simili-cuir, 345 pages de texte et figures, complété par l'Agenda proprement dit. — 24 francs. — Librairie polytechnique Ch. Béranger, 1, quai de la Grande-Bretagne, Liège . . . . . , , ,